Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Mes chers collègues, les commissions techniques se sont réunies lundi pour débattre des rapports qui sont inscrits à l'ordre du jour et il y en a douze.

Je vous présente les excuses de Mme François, qui donne pouvoir à M. Pacaud.

Christophe Cabri donne pouvoir à Chantal Guimberteau, Mme Pichot à M. Soubeste, et Mme Ducrocq à M. David Baudon.

Je vous rappelle, comme évoqué lundi dernier, qu'une motion vous sera présentée par Mme Richez-Lerouge en fin de matinée.

Vous l'avez normalement tous, elle a été discutée, cette motion, en troisième commission.

Et on vous proposera de la signer si vous êtes d'accord avec cette motion.

S'agissant d'une session budgétaire avec le vote de la décision modificative numéro 2, je vais vous proposer de présenter les rapports selon l'ordre suivant.

Nous allons commencer par la deuxième commission, puis la cinquième, pour terminer par la première commission. Nous allons donc aborder sans attendre le rapport numéro 219, il s'agit d'une convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi pour les années 2022 et 2023.

C'est Mme Dominique Rabelle qui rapporte ce rapport.

Dominique Rabelle, vice-présidente en charge de l'habitat, l'insertion et l'action sociale.

-Merci, Mme la présidente.

Il s'agit de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et à l'accès à l'emploi pour la période 2022-2023, une année, puisque la stratégie de prévention de lutte contre la pauvreté a prévu, dès 2019, la conclusion de conventions d'appui à la lutte contre la pauvreté et à l'accès à l'emploi avec les Départements.

Pour prolonger cette dynamique et dans la continuité des contractualisations qui ont eu lieu de 2019 à 2021, il est proposé une nouvelle convention qui définit les engagements réciproques traduisant les actions à mettre en œuvre.

Ces actions nouvelles ou en renforcement de celles déjà existantes devront permettre d'abord de refonder et de revaloriser le travail social au service de toutes les familles, l'insertion des allocataires du RSA, et de développer la mobilité des demandeurs d'emploi allocataires du RSA. S'ajoutent à ces actions celles à l'initiative du Département comme la réalisation d'un diagnostic de l'offre de mobilité existante, la prévention spécialisée à destination des jeunes en situation de rupture, un soutien à l'action égalité femmes-hommes, l'organisation d'un séminaire dans le cadre du nouveau plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement pour les personnes défavorisées, et un soutien au secteur de l'aide à domicile.

Il est proposé d'approuver les termes de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et à l'accès à l'emploi, bien sûr avec ses annexes, à conclure avec l'État fixant les engagements réciproques des parties ainsi que le montant prévisionnel de la dotation de l'État.

Ça a été adopté à l'unanimité par la deuxième commission.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, Mme Rabelle, nous allons procéder au vote.

Y a-t-il des abstentions ?

Des votes contre cette proposition ?

Le rapport est donc adopté.

Je vais passer la parole à Mme Marie-Christine Bureau pour la présentation du rapport 220.

Marie-Christine Bureau, conseillère départementale.

-Merci, Mme la présidente.

Le rapport numéro 220 concerne une attribution d'une subvention exceptionnelle à la Banque Alimentaire.

La Banque Alimentaire de Charente-Maritime agit au plus près des plus démunis en leur apportant une aide alimentaire.

Elle joue un rôle centralisateur et assure un maillage départemental auprès d'un grand nombre d'associations, centres communaux d'action sociale et épiceries solidaires en favorisant la distribution alimentaire dans ces relais locaux.

Depuis le premier trimestre 2022, la Banque Alimentaire continue d'assurer sans financement régional, qui a cessé fin janvier 2022, la distribution alimentaire auprès des étudiants en situation de précarité initiée pendant la période de crise sanitaire.

L'association, qui occupe 4 bâtiments sur la commune de Périgny, dont un lui est mis à disposition gracieusement par le Département, les 3 autres étant loués à des bailleurs privés, doit faire face à une augmentation conséquente du coût de l'énergie impactant fortement son activité, notamment en matière de fourniture de produits frais au profit des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Afin de lui permettre de couvrir les frais inhérents à la poursuite de ses missions, et de supporter les charges importantes liées à l'approvisionnement en électricité de ses chambres froides et congélateurs, il est proposé de lui attribuer à titre exceptionnel une subvention de 40 000 euros.

Ce rapport a été adopté à l'unanimité de votre deuxième commission.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, Mme Bureau.

Nous devons, évidemment, être réactifs et, en tout cas, au plus près des personnes qui rencontrent des difficultés, notamment pour s'alimenter. C'est bien notre rôle, qui est déterminant pour toutes ces personnes. Avez-vous des observations à formuler sur ce rapport ?

Je le soumets donc au vote.

Y a-t-il des abstentions ?

Des votes contre ?

Je vous remercie.

Nous abordons maintenant les rapports qui concernent la cinquième commission.

Le rapport 510 sera présenté par Mme Aloé.

Caroline Aloé, vice-présidente en charge de l'éducation et des collèges.

-Mme la présidente, chers collègues.

Votre cinquième commission vous propose d'approuver le rapport numéro 510, "Fonctionnement et équipements des collèges publics pour 2023" selon les points suivants.

Donc, pour le fonctionnement, une inscription de 5 969 648 euros.

La dotation brute de fonctionnement s'élève à 5 693 373 euros contre 5 629 279 euros en 2022, soit une augmentation de 1,14 %.

250 000 euros sont réservés pour faire notamment à la hausse des dépenses d'énergie, 103 500 euros pour la subvention complémentaire des petits travaux relevant du propriétaire, enveloppe allant de 1 500 à 2 500 euros selon la taille des établissements.

Le montant de la dotation 2023 à verser est donc de 5 615 148 euros après déduction de la prise en charge des copieurs multifonctions et de la téléphonie qui représentent 78 225 euros contre 132 071 euros en 2022.

Par ailleurs, il vous est proposé le maintien de l'aide départementale en faveur des propriétaires des gymnases utilisés pour les collégiens, équipements chauffés, 9 000 euros, soit 7 euros par heure, équipements non chauffés, 6 660 euros et 5,1 euros par heure.

La revalorisation de notre participation en la portant à 8 000 euros maximum par an au lieu des 5 000 euros pour la prise en charge des quotes-parts des communes concernées par la construction du gymnase intercommunal de Dompierre-sur-Mer.

Pour la partie équipements, c'est le maintien d'une inscription d'une enveloppe de 200 000 euros pour faire face à des dépenses ponctuelles en cours d'année et qui fera l'objet d'individualisations par notre commission permanente.

C'est un avis favorable à l'unanimité.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, Mme Aloé.

Y a-t-il des interventions sur ce sujet ?

M. Barusseau.

Fabrice Barusseau, conseiller départemental.

-Juste, Mme la présidente, renouveler l'alerte que j'avais donnée lundi. Les 250 000 euros d'enveloppe pour pallier les dépenses d'énergie supplémentaires me semblent très sous-estimés.

Si on fait la division par 51, ça fait 5 000 euros, à peu près, par collège.

Nous étions hier soir au conseil d'administration d'un petit collège à Saint-Hilaire-de-Villefranche, rien que pour terminer l'année, on a voté une augmentation de plus de 8 000 euros, pour terminer l'année.

Et donc, il y a fort à parier que l'année 2023 va être très compliquée et que ces 250 000 seront très insuffisants.

Évidemment, on va voter ce rapport, mais une alerte car il faudra certainement une rallonge conséquente pour que les collèges ne se retrouvent pas en difficulté.

Certes, les collèges ont des fonds de roulement conséquents, pour l'instant ils puisent dedans, mais lorsque ces fonds vont être épuisés, le Département risque d'être sollicité à une ampleur que, j'espère, nous avons anticipée.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Vous avez bien raison, M. Barusseau, d'interpeller l'assemblée sur ce sujet.

On va dire qu'on navigue à vue parce qu'on ne sait pas dans 6 mois de quoi seront faits les tarifs de l'énergie.

Il n'en demeure pas moins que nous avons la possibilité d'ores et déjà de travailler sur une DM3 qui, évidemment, fait l'objet d'un examen attentif.

Vous avez bien raison.

Je sou mets cette proposition au vote.

Y a-t-il d'autres interventions ?

Y a-t-il des abstentions ?

Des votes contre ?

Je vous remercie.

Le rapport 511 concernant le fonctionnement des collèges privés au titre de l'année 2023 sera présenté par Mme Valérie Amy-Moie.

Valérie Amy-Moie, conseillère départementale.

-Je vous remercie, Mme la présidente, mes chers collègues.

La cinquième commission vous propose d'approuver le rapport, pour la part matériel, l'inscription d'un crédit de 908 337 euros au budget primitif 2023 sur la base de 293,77 euros par élève à répartir entre les dix collèges privés.

Pour la part personnel, l'inscription d'un crédit de 1 009 860 euros au titre de 2023 à répartir entre les dix collèges privés.

L'avis de la cinquième commission est un avis favorable avec deux abstentions.

Mme la présidente, est-ce que je peux juste donner une petite information avant toute intervention, s'il vous plaît ?

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Je vous propose que nous passions au vote et ensuite je vous repasserai la parole si vous souhaitez faire une intervention.

Y a-t-il des abstentions sur ce rapport ?

Alors, levez bien haut...

Vous avez le pouvoir de M. Krabal, donc deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept.

Dix-sept abstentions.

Merci.

Mme Amy-Moie.

Valérie Amy-Moie, conseillère départementale.

-Je vous remercie, Mme la présidente.

L'année dernière déjà, en ces murs, je présentais ce même rapport de budget pour les collèges privés.

J'ai revécu avec nostalgie et un petit peu de peine quelque chose que j'ai vécu, c'est-à-dire qu'en 1982, je suis passée d'un collège privé à un collège public, où j'ai vécu une petite étiquette de quelqu'un un peu comme une pestiférée, notamment par les professeurs.

Ça ne m'a pas beaucoup affectée parce qu'il n'y a pas grand-chose qui m'affecte, mais les choses n'ont pas beaucoup évolué.

J'ai entendu parler aussi dans ces murs de proximité, notamment dans les collèges privés.

Dans les collèges privés, la proximité, les familles, notamment en zone rurale, qui sont dans les collèges privées, ce sont des élèves qui ne sont pas de familles nanties, ce ne sont pas des élèves qui n'ont pas vécu de harcèlement.

Si souvent on les bascule sur un collège privé, c'est pour cette raison.

J'ai notamment une pensée toute particulière pour une petite Leïla.

Il y a beaucoup de familles qui ont aussi des enfants dyslexiques, on a aussi ceux qui se sont fait virer de plusieurs collèges.

Mes chers collègues, je trouve qu'au XXI^e siècle, à un moment donné, l'équité, c'est aussi de pouvoir apporter une aide à ces enfants.

Voilà, je vous remercie, Mme la présidente.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci.

Si nous présentons ce rapport, c'est évidemment parce que nous allons dans votre sens, chère Mme Amy-Moie.

Nous allons donc...

Pardon, M. Barusseau.

Fabrice Barusseau, conseiller départemental.

-Je suis désolé, je ne pouvais pas me taire.

Non...

On n'a jamais remis en cause l'existence des collèges privés, on les considère tout autant que les collèges publics, ce n'est pas du tout ça, et notre propos n'a jamais été celui-ci.

Notre propos est de simplement dire que les gens ont la liberté d'aller dans un collège privé ou public, et que cette liberté, on y tient tout autant que vous, complètement, mais que, par contre, côté financement, on a une petite différence.

C'est que le privé doit financer le privé, et le public doit se concentrer sur le public.

On a déjà beaucoup de mal à financer notre enseignement public tel qu'il est actuellement, vous le savez tout aussi bien que moi.

Si on doit...

Alors, ça aussi, c'est des choix politiques que le pays fait, que le Département fait, que d'autres collectivités font, si on doit aussi financer les établissements privés qui, par ailleurs, trouvent d'autres financements en faisant payer entre autres les parents qui mettent les enfants dans ces écoles privées, nous trouvons ça pas très équitable, justement.

Donc, c'est notre position, mais notre position n'a jamais été de dénigrer les établissements privés.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci.

La différence entre vous et moi, M. Barusseau, c'est que vous, vous faites des différences entre les collégiens.

Par ailleurs, je vous rappelle que les collèges privés coûtent beaucoup moins cher au Département que les collèges publics.

Les collégiens.

Merci.

Donc, nous avons voté.

Je vais maintenant appeler Mme Imbert, qui va me rejoindre pour la présentation des rapports de la première commission.

Pardon ?

La DM2, pardon.

Attendez, vous m'avez troublée.

Mais venez donc.

Oui, on a les rapports de la première commission...

Corinne.

Le rapport 128 est donc présenté par M. Chedouteaud.

Stéphane Chedouteaud, vice-président en charge des espaces naturels sensibles, et des Échappées Nature.

-Merci, Mme la présidente, chers collègues.

Sur le rapport 128, la loi de 2022, 217 du 21 février 2022...

Ils sont dissipés, mes collègues.

Relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration, et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, la 3DS, est entrée en vigueur au 1er août 2022.

Elle nous permet donc d'organiser une réunion en plusieurs lieux par visioconférence sous certaines conditions.

Il convient d'inclure cette possibilité dans notre règlement intérieur. C'est l'objet de la délibération que de le modifier dans cet article et donc de préciser et d'inclure : "Le président du Conseil départemental peut proposer de se réunir en plusieurs lieux par visioconférence et/ou en présentiel.

La convocation devra alors préciser les modalités de la réunion, horaires, lieu mis à disposition ou possibilité de se connecter depuis son domicile, lien de connexion.

Lors de visioconférences, le système de vote choisi sera le vote à main levée.

Lorsque l'élu est concerné par l'affaire et qu'il y a risque de conflit d'intérêts, il devra couper le son et l'image afin de ne pas influencer sur le sens du vote.

Conformément à la loi 3DS, la réunion de l'assemblée départementale et/ou de la commission permanente ne pourra se tenir par visioconférence pour délibérer des rapports exclus expressément par la loi."

Votre première commission a émis un avis favorable à l'unanimité.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, M. Chedouteaud.

Y a-t-il des interventions ?

Nous allons procéder au vote.

Y a-t-il des abstentions ?

Des votes contre ?

Je vous remercie.

Le rapport 129 est présenté par Mme Caroline Campodarve-Puente.

Caroline Campodarve-Puente, conseillère départementale.

-Alors, Mme la présidente, la loi du 4 août 2014 sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a instauré l'obligation d'établir un rapport égalité femmes-hommes pour les collectivités de plus de 20 000 habitants.

Ce rapport comprend deux volets : un volet interne relatif à la politique de ressources humaines de la collectivité, donc le Département, en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Son élaboration s'appuie sur les données du bilan social 2021.

Puis, un volet territorial qui présente les politiques menées par le Département en matière d'égalité femmes-hommes.

Ce rapport a été adopté avec un avis favorable à l'unanimité.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci.

Nous allons procéder au vote.

Y a-t-il des abstentions ?

Des votes contre ?

Je vous remercie.

Le rapport 130 concernant le rapport d'activités annuel et de développement durable pour l'année 2021 sera présenté par M. Loïc Girard. Loïc Girard, premier vice-président.

-Conformément au Code général des collectivités territoriales, la présidente rend compte à l'assemblée départementale de la situation du Département, de son activité et de son financement, ainsi que de sa situation en matière de développement durable.

Le rapport proposé présente le budget du Département et l'activité des services en 2021 en mettant l'accent sur l'ensemble des actions conduites en matière de développement durable.

Le contexte climatique dégradé nécessite d'être pris en compte dans nos décisions et nos façons d'agir dans les domaines de notre responsabilité.

L'intégration du développement durable au rapport d'activités des services 2021 montre la pertinence en la matière de nos actions à la fois au sein de la collectivité et dans le cadre des politiques départementales menées au service des Charentais-Maritimes.

Ce rapport a été approuvé à l'unanimité.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci.

Je vous propose de voter ce rapport.

Y a-t-il des abstentions ?

Des votes contre ?

Je vous remercie.

Le rapport 131 concerne l'action extérieure en termes de coopération décentralisée en République de Guinée.

Je rappelle que ne prennent pas part au vote M. Cabri, M. Guégo, Mme Bureau, M. Chedouteaud, M. Villain, M. Callaud, Mme Campodarve-Puente et Mme François, qui a donné pouvoir à Lionel Pacaud.

Mme Chantal Guimberteau rapporte.

Chantal Guimberteau, vice-présidente en charge des ressources humaines.

-Mme la présidente, chers collègues, votre première commission vous propose, conformément à votre rapport, d'augmenter l'autorisation d'engagement dédiée à la politique départementale de coopération en République de Guinée de 750 000 euros, soit 250 000 par an, de prendre acte du nouveau montant de la subvention à percevoir du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en hausse de 750 000 euros, soit 250

000 euros par an, d'approuver les termes de l'avenant numéro 1 à la convention du 14 mars 2022 signée avec Charente-Maritime Coopération. La première commission a émis un avis favorable à l'unanimité. Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci.

M. Guégo.

Dominique Guégo, conseiller départemental.

-Merci, Mme la présidente, chers collègues.

Oui, je profite de cette délibération pour un petit témoignage pour avoir fait partie de la dernière mission en Guinée.

On a pu visiter les infrastructures et les travaux exercés sur place par CMC, Charente-Maritime Coopération.

Je peux témoigner de tout l'engagement de Charente-Maritime Coopération, aussi bien les services supports à La Rochelle que les services sur place à Boffa puisque la base est située à Boffa, c'est à une soixante de kilomètres au nord de Conakry.

Qu'il s'agisse des volontaires ou bien des travailleurs guinéens sur place, ils travaillent au plus près des populations sur des enjeux essentiels que sont l'accès à l'eau, le soutien à l'éducation, le développement de la pêche artisanale.

Ils ont su nouer des partenariats essentiels avec, évidemment, les locaux bien que la situation politique soit très compliquée, mais surtout au plus près des populations.

Ils sont vraiment reconnus en tant que tels.

Je veux vraiment les féliciter et saluer leur travail.

Voilà.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci pour cette intervention.

Je sou mets ce rapport au vote.

Y a-t-il des abstentions ?

Des votes contre ?

Je vous remercie.

Le rapport numéro 132 concerne l'action en faveur des Vals de Saintonge.

C'est Mme Caroline Campodarve-Puente qui prend la parole.

Caroline Campodarve-Puente, conseillère départementale.

-Merci.

Votre première commission vous propose, conformément à votre rapport, de voter au profit d'Aulnay-de-Saintonge une subvention d'un montant maximum de 90 000 euros pour l'acquisition d'une maison, la maison Grelaud, afin d'y installer diverses activités touristiques et culturelles.

Avis favorable à l'unanimité.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-M. Chedouteaud ne prendra pas part au vote.

Y a-t-il des abstentions ?

Des votes contre ?

Merci.

Le rapport 133 propose la gestion des ressources humaines du Département et c'est Mme Guimberteau qui rapporte ce rapport.

Chantal Guimberteau, vice-présidente en charge des ressources humaines.

-Mme la présidente, chers collègues, votre première commission vous propose, conformément au rapport de la présidente, de procéder à la création et à la suppression de 51 postes.

Il est proposé de créer un poste de responsable adjoint du Pont de Ré, un poste d'assistant administratif pour assurer le suivi de l'exécution des conventions de l'action sociale et de l'instruction des aides financières individuelles à la direction de l'Action sociale, du logement et de l'insertion, pour un agent en reclassement professionnel, un poste de chargé d'accueil familial pour personnes âgées relevant du cadre d'emploi

des assistants socio-éducatifs ou des infirmiers à la délégation territoriale de Royan Atlantique Haute Saintonge, deux postes relevant du cadre d'emploi des adjoints techniques et du cadre d'emploi des adjoints administratifs à la suite de la reprise en gestion directe des ports de Bourcefranc-le-Chapus, un poste de second de cuisine au collège Edgar-Quinet, un poste d'aide de cuisine au collège de Courçon, un poste d'agent d'accueil au collège Édouard-Grimaux qui sera pourvu par un agent en situation de reclassement, un poste d'assistant-comptable à la direction de l'Immobilier, des collèges et de la logistique.

28 contrats sont créés et 5 sont renouvelés.

À la suite de la parution de la loi relative à la protection des enfants, il est proposé une actualisation de la rémunération des assistants familiaux à compter du 1er septembre 2022.

Par ailleurs, à compter de l'année 2022, le 25 décembre, jour férié, sera rémunéré double aux assistants familiaux lorsqu'au moins un des enfants est présent à leur domicile.

Il est proposé d'actualiser la délibération numéro 117 du 21 juin 2019 modifiée instaurant un nouveau régime indemnitaire au profit des agents afin de mentionner le cadre d'emploi des agents sociaux territoriaux. Et la première commission a émis un avis favorable à l'unanimité.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci.

Je sou mets ce rapport au vote.

Y a-t-il des abstentions ?

Des votes contre ?

Je vous remercie.

Le rapport 134 sera présenté par M. David Baudon qui présente des admissions en non-valeur proposée par le payeur départemental.

David Baudon, conseiller départemental.

-Exactement, Mme la présidente.

Très technique, cette délibération.

Il s'agit d'admissions en non-valeur.

Les titres de recette identifiés comme irrecouvrables et présentés par le payeur départemental au titre de cette session s'élèvent à 224 935,34, 1 201,01 euros pour le budget des ports départementaux non concédés, 149,68 pour celui de La Cotinière.

S'agissant des créances éteintes qui sont des admissions en non-valeur résultant de décisions de justice, les titres de recette proposés comme irrecouvrables portent sur un montant de 28 986,74 euros au titre du budget principal.

C'est un avis favorable à l'unanimité de la commission des finances.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, M. Baudon.

Je sou mets ce rapport au vote.

Y a-t-il des votes contre ?

Des abstentions ?

Je vous remercie, je passe la parole à ma collègue Mme Imbert pour la présentation de la décision modificative numéro 2 concernant le budget primitif 2022.

Corinne Imbert, rapporteur général du budget.

-Merci, Mme la présidente.

Mme la présidente, mes chers collègues.

Cette décision modificative est pour nous l'occasion d'ajuster notre budget compte tenu du contexte actuel d'inflation élevée.

Ainsi sommes-nous amenés à augmenter des autorisations de programme du fait des hausses significatives des coûts de construction et d'approvisionnement en matériaux intervenues ces derniers mois.

L'autorisation de programme dédiée à la remise à niveau des infrastructures portuaires doit ainsi être augmentée de 3 500 000 euros pour la porter à 20 millions d'euros.

Cette hausse est financée pour 2 millions d'euros par notre budget principal et par une subvention de 1 500 000 euros obtenue au titre de la dotation de soutien à l'investissement des départements.

De la même manière, nous augmentons de 5 millions d'euros une autorisation de programme de 2015 dédiée aux collèges publics pour la porter à 17 950 000 euros afin de prendre en compte l'opération de restructuration et d'extension du collège de Courçon.

L'autorisation de programme consacrée à la nouvelle délégation de Royan, laquelle devait être opérationnelle début 2023, doit être augmentée de 500 000 euros, soit un budget total de 4 300 000 euros.

Il est également proposé de transférer 200 000 euros entre deux autorisations de programme, compte tenu du nombre de dossiers déposés. Il s'agit des autorisations 2022 du fonds de revitalisation des petites communes et du fonds d'équipement touristique.

Nous prélevons 200 000 euros sur le fonds de revitalisation des petites communes et versons ces 200 000 euros au fonds d'équipement touristique. Par ailleurs, les charges d'électricité et de gaz sont revalorisées de 400 000 euros au budget principal, mais également sur les budgets annexes.

Le SDIS fait face à l'augmentation du prix des fournitures, de l'énergie et du carburant.

La hausse du point d'indice de la fonction publique présente également un impact fort pour le budget de l'établissement.

Enfin, le nombre d'interventions de secours d'urgence aux personnes et d'interventions liées aux feux de forêt s'est multiplié.

Il est donc nécessaire d'augmenter notre contingent de 1 200 000 euros pour le porter à 37 492 000 euros, ce qui représente une augmentation de près de 9 % par rapport au contingent versé en 2021, dont le montant était de 34 400 000 euros.

Notre masse salariale, déjà revalorisée en juin pour prendre en compte l'augmentation du point d'indice, doit encore être augmentée de 2 millions d'euros, en particulier pour prendre en compte la loi du 7 février 2022 relative à la protection des enfants, dite loi Taquet.

Le décret d'application intervenu le 31 août 2022 prévoit un certain nombre de mesures destinées à améliorer la situation et la sécurité des enfants protégés par l'aide sociale à l'enfance.

Cette loi vise également à améliorer les conditions de travail et la rémunération des assistants familiaux.

Ainsi, leur rémunération doit être au moins égale au SMIC dès le premier enfant accueilli.

Cette mesure occasionne un besoin de crédits supplémentaires au budget principal.

Certaines dépenses sociales peuvent être ajustées.

Les crédits destinés aux allocations de revenu de solidarité active peuvent être diminués de 4 millions d'euros pour s'élever à 94 millions d'euros, compte tenu de la baisse du nombre d'allocataires qui revient à un niveau équivalent à la période d'avant crise sanitaire.

En investissement, nos marchés de voirie sont impactés par la hausse des indices de travaux publics.

Nous devons ajuster 1 million d'euros de crédit.

Nous pouvons enregistrer deux recettes provenant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Il s'agit d'une part d'une dotation qualité destinée aux services d'aide et d'accompagnement à domicile.

Cette dotation est destinée à soutenir les services répondant à des besoins spécifiques ou encore à encourager les pratiques visant à lutter contre l'isolement des personnes accompagnées ou visant à soutenir leurs aidants.

Nous percevons en 2022 un acompte de 1 537 000 euros d'ici la fin de l'année pour ce dispositif.

Nous devrions également recevoir de la CNSA un acompte de 260 000 euros destiné à financer les projets en faveur de l'habitat inclusif.

Outre l'ajustement des ouvertures budgétaires, ce rapport propose quelques mesures à votre vote, un décret paru le 15 juillet 2022 autorise les Départements à affecter en réserves des surplus de droits de mutation afin de renforcer leur capacité à faire face aux fortes fluctuations de leurs produits ou de leurs charges et contribuer à préserver leur capacité d'investissement.

Afin de contribuer à préserver notre capacité d'investissement pour les projets futurs, tels que le contournement de Marans ou la restauration du fort Boyard.

Et par mesure de précaution, il est proposé de mettre en réserve les crédits que nous avons réservés lors du vote de notre budget supplémentaire 2022, soit 14 millions d'euros.

La décision modificative permet de réduire le budget principal de 4 270 000 euros et se répartit de la manière suivante : en section d'investissement, -7 580 000 euros, en section de fonctionnement, +3 310 000 euros.

Les crédits réels augmentent le budget principal de 3 100 000 euros tandis que les crédits d'ordre sont réduits de 7 370 000 euros en raison, principalement, de la baisse du virement à la section d'investissement de 11 470 000 euros.

L'autofinancement de notre collectivité s'élève pour 2022 à 100 530 000 euros à l'issue de cette étape.

Après vote, le budget principal du Département représentera un montant total de 1 332 000 000 euros, et tous budgets confondus, le montant des crédits votés totalisera 1 528 000 000 euros.

Je vous remercie.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, Mme Imbert.

Je sou mets cette...

M. Barusseau.

Une intervention ?

Fabrice Barusseau, conseiller départemental.

-Juste pour donner la position du groupe qui ne sera pas une surprise.

Comme il s'agit d'un ajustement, vous l'avez dit, au budget principal et en cohérence avec notre vote d'abstention, nous nous abstenons aussi pour cette modification au budget.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Vous vous abstenez, mais vous nous suivez ?

Fabrice Barusseau, conseiller départemental.

-Mais comme d'habitude, Mme la présidente.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci.

Je sou mets donc cette proposition aux voix.

Oui, pardon, M. Vallet.

Mickaël Vallet, conseiller départemental.

-Quand on s'abstient sur le financement du privé, on ne vous suit pas, mais quand on s'abstient sur les documents budgétaires, on vous suit ? J'espère que "Sud Ouest" suit aussi.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci pour cette nuance du suivi, on va tous dans le même sens, en tout cas, celui de la solidarité, et cette décision modificative va évidemment compenser des dépenses dont nous n'avons pas connaissance il y a encore quelques mois de cela.

Donc, je sou mets ce rapport aux voix.

Y a-t-il des abstentions, donc s'il vous plaît, levez bien haut, on devrait retrouver...

Alors, pour moi, c'est quinze, du coup.

C'est bien ça ?

Deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze.

Merci.

Des votes contre ?

Je n'en vois pas.

Nous allons passer maintenant au débat d'orientation budgétaire pour l'année 2023, débat, évidemment, que je souhaite nourri et constructif. Là aussi, il s'agit de faire face à des dépenses imprévues et, comme je le disais lundi en propos introductif, évidemment être au plus près des Charentais-Maritimes sans obérer aussi notre faculté d'investir pour notre département.

Je passe la parole à Mme Imbert pour la présentation de ce débat d'orientation budgétaire.

Corinne Imbert, rapporteur général du budget.

-Merci, Mme la présidente.

Mme la présidente, mes chers collègues.

Permettez-moi, ça va être un peu long, mais je pense que compte tenu du contexte inflationniste et des décisions importantes pour l'année 2023, il est important de prendre le temps de ce débat.

Ce rapport répond à notre obligation de présenter dans les 2 mois précédant l'examen du budget primitif les perspectives économiques et financières de notre collectivité.

À l'issue de l'exercice 2021, notre situation financière est très saine, comme le montrent différents indicateurs d'analyse.

Notre épargne nette a augmenté grâce à la croissance inédite des droits de mutation à titre onéreux en 2021.

Notre délai de désendettement s'est amélioré pour atteindre, au 31 décembre 2021, 2,45 ans.

Toutefois, nous sommes aujourd'hui à un tournant.

La fragilité de la situation internationale dominée par la guerre en Ukraine bouleverse les équilibres économiques mondiaux et impacte fortement les États et les collectivités.

Depuis 2022, notre budget doit supporter des surcoûts conséquents pour faire face au contexte d'inflation.

Nos charges d'électricité, de gaz, de carburant, devraient augmenter en 2022 de près de 70 % par rapport à 2021.

Nous prévoyons à nouveau une hausse de 30 % par rapport à 2022, soit près de 120 % d'augmentation en 2 ans.

Nous sommes confrontés à des hausses conséquentes des indices de révision sur nos marchés publics, +35 % sur le papier, +10 % sur le mobilier, +25 % sur les vêtements de travail, entre 10 et 40 % sur le petit outillage, etc.

Enfin, les décisions prises par l'État en matière salariale, telle que l'augmentation du point d'indice ou celle du SMIC, ou le Ségur de la santé pour les agents départementaux, représenteront un surcoût pour nous de plus de 4 200 000 euros en 2022 et 7 200 000 euros en année pleine en 2023.

Le Ségur de la santé pour les établissements et services pèse également lourd dans nos finances, 7 300 000 euros en net en 2022 et 8 700 000 euros nets en 2023.

Enfin, notre soutien au SDIS, aux établissements et services sociaux et médico-sociaux, aux collègues, a déjà augmenté en 2022 du fait de l'inflation et continuera en 2023 à être impacté.

Au total, ce sont au moins 35 millions à 40 millions d'euros de charges supplémentaires par rapport au budget primitif 2022, qui résultent principalement de facteurs exogènes que nous devons supporter l'année prochaine.

Nos principales recettes représentées par une fraction de TVA et les droits de mutation à titre onéreux devraient nous permettre de financer cette croissance inédite et d'équilibrer notre section de fonctionnement. Cependant, contrairement aux années passées, nous ne serons sans doute pas en mesure de dégager autant d'autofinancement.

Dans ce contexte inédit, nous avons eu confirmation fin septembre que le gouvernement envisageait à travers la loi de programmation des finances publiques 2023-2027 de fixer un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités locales.

Celui-ci serait, contrairement aux contrats de Cahors, évolutif : limitation de la progression au niveau du taux d'inflation minoré de 0,5 point, soit 3,8 % par rapport aux dépenses 2022, selon la projection actuelle, puis un objectif de 2,5 % en 2024, 1,6 % en 2025 et enfin 1,3 % en 2026 et 2027.

Nous sommes disposés à contribuer à l'effort de redressement des comptes publics, nous prendrons donc des mesures pour tendre vers cet objectif, notamment dans le cadre d'un contrôle de gestion des principaux partenaires pour lequel le financement du Département est déterminant. Cependant, nous souhaitons que soient exclues de l'assiette des dépenses soumises à une contrainte d'évolution celles pouvant être qualifiées de non pilotables, à savoir les allocations individuelles de solidarité, le revenu de solidarité active, l'allocation personnalisée d'autonomie et la prestation de compensation du handicap, et les dépenses résultant d'une décision de l'État telles que l'augmentation du point d'indice, le Ségur de la santé, l'avenant 43, la loi Taquet, le financement du Service départemental d'incendie et de secours.

Dans le même temps, nous devons faire face à des enjeux immenses, climatiques, environnementaux, liés aux problématiques de l'eau, de solidarité, d'accompagnement de la jeunesse, d'attractivité de notre territoire.

Ces défis majeurs se présentent à nous dès maintenant et préparent le terrain de vie des générations futures.

Notre volontarisme doit rester sans faille pour apporter une réponse à la hauteur de ces besoins.

Notre programme d'actions 2023 s'attachera à répondre à chacun de ces défis.

Premier point : en matière énergétique et environnementale, nous poursuivons notre plan pluriannuel d'investissement sur la transition énergétique des bâtiments et mettrons en œuvre des actions en matière de sobriété énergétique interne et de mobilité des agents.

Nous apporterons un soutien aux collectivités pour l'amélioration énergétique, avec le Fonds énergie et le Contrat de développement territorial avec l'ADEME.

Nous apporterons une nouvelle stratégie départementale concernant la gestion de la ressource en eau, laquelle doit conduire au redéploiement des 11 millions d'euros consacrés annuellement à cette politique en accentuant le soutien aux projets de réutilisation des eaux usées, de

gestion des eaux pluviales, de préservation de la qualité et de la disponibilité des eaux destinées à la consommation humaine. Nous construirons une politique d'alimentation durable et poursuivrons notre action sur les espaces naturels sensibles. Enfin, nous proposerons à l'assemblée d'adopter un plan "Vélo au quotidien".

Le deuxième point : nous avons l'objectif de signer, courant 2023, avec les EPCI et les communes, les 12 contrats de proximité sur le modèle du contrat Oléron.

Nous maintiendrons nos dispositifs en direction des communes et EPCI. La fibre optique achèvera son déploiement jusqu'à l'habitant. Nous maintiendrons un budget important pour l'entretien de notre patrimoine routier et poursuivrons notre lutte contre le risque de submersion marine.

Troisième point : en matière de solidarité, nous serons amenés à augmenter notre soutien aux établissements et services sociaux et médico-sociaux qui sont fortement impactés par l'inflation.

Nous financerons de nouveaux projets d'habitat inclusif.

Nous accroîtrons encore l'effort pour la prévention de l'enfance en danger et financerons de nouvelles places d'hébergement aux jeunes.

Un nouveau dispositif d'aide aux travaux d'économie d'énergie pour les propriétaires occupants sera proposé dans le cadre du plan départemental de l'habitat.

Le plan santé continuera de financer les initiatives pour soutenir la démographie médicale.

Quatrièmement, nous examinerons, en session de mars, le plan départemental pour la jeunesse, et mettrons en œuvre un programme conséquent d'investissement sur nos collèges, et notamment celui de Courçon.

Cinquièmement, nous mettrons en œuvre les grands chantiers qui tiennent au cœur des Charentais-Maritimes : la restauration des remparts de la citadelle de Brouage, pour lesquels nous consacrerons 2,9 millions d'euros de travaux chaque année, et la sauvegarde du fort Boyard, pour lequel nous commencerons les études de conception des travaux au moyen d'un dialogue compétitif.

Enfin, le contournement routier de Marans devrait faire l'objet d'études géotechniques, d'avant-projets et d'études agricoles.

Le dossier de déclaration d'utilité publique devrait également voir le jour.

Nos engagements sur les autorisations de programme sont conséquents.

Ils représentent 979,4 millions d'euros, dont 872,6 millions d'euros sur le budget principal.

Si notre ambition est élevée, nous restons vigilants et prudents.

Nous veillerons à maintenir, autant que possible, un niveau d'épargne nette, de manière à amortir un contrecoup économique.

En effet, rappelons que les différentes réformes fiscales ont privé les Départements de tout pouvoir de taux.

Dans une logique de responsabilité, nous avons déjà mis en réserve des DMTO à hauteur de 14 millions d'euros, notamment pour préserver notre capacité d'autofinancement pour les projets d'envergure à mener, tels que le contournement de Marans.

Je vous serais obligée de bien vouloir prendre acte du présent rapport d'orientation budgétaire.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, Mme Imbert.

Le débat est ouvert concernant ces orientations telles que présentées.

M. Fabrice Barusseau.

Fabrice Barusseau, conseiller départemental.

-Je ne vais pas redire tout ce que j'ai déjà pu évoquer lundi, mais en résumé...

L'enjeu est grand pour notre prochaine session budgétaire de décembre.

On a une année 2023 qui est pleine d'incertitudes, on l'a déjà tous dit, mais les enjeux liés à cette année 2023 seront, en termes, entre autres, mais ce ne sont pas les moindres, environnementaux, conséquents.

Et dans les projections que vous pouvez nous faire, là, dans ce que notre collègue, Corinne Imbert, a pu dire, je ne vais prendre qu'un exemple, pour la préservation de la ressource en eau, on a l'impression qu'on reconduit des budgets.

Alors, on nous dit qu'on va les redistribuer, peut-être différemment, mais on n'a pas de vision très claire de ce qu'on va faire avec ces budgets, comment on va les redistribuer.

Vous allez me dire : "C'est justement l'occasion d'en discuter prochainement et de co-construire ça ensemble", mais souvent, on découvre ces plans qui nous arrivent et qu'on n'a pas vraiment l'occasion de co-construire, ou on fait des propositions et on ne les voit pas toujours apparaître dans ces différents plans.

Vous allez me dire : "C'est la majorité qui décide", et c'est bien normal.

Voilà, on n'a pas de vision absolument claire sur la projection sur 2023.

Vous allez me dire que j'y reviens trop souvent, mais on n'anticipe pas la crise sanitaire qui va nous tomber dessus, qu'on commence à entrevoir, et j'ai attentivement écouté Corinne Imbert, dans une autre assemblée, il y a quelques jours, concernant, évidemment, les déserts médicaux...

Cette crise sanitaire va être très dure.

Et je crois, encore une fois, qu'on ne l'anticipe pas assez.

J'ai bien entendu notre collègue, au Sénat, se placer en défenseur de la médecine libérale, mettre beaucoup d'espoir sur cette quatrième année d'internat, qui hérisse beaucoup les internes actuels, et vous le savez bien, et qui ne sera pas une solution pérenne, bien évidemment, tout le monde le sait.

Donc, là aussi, je crois que les enjeux ne sont pas...

Enfin, les enjeux que vous développez dans votre débat d'orientation budgétaire ne sont pas à la hauteur des enjeux qui vont se profiler dès 2023 et après.

Mais on y reviendra évidemment pour la session budgétaire, parce qu'on ne peut pas se contenter de notre plan santé, qui n'est pas efficient au niveau pour lequel nous en aurions besoin, et on doit évidemment l'amender.

On est prêts à discuter de tout, y compris des centres de santé, mais que ce soit balayé d'un revers de la main, purement et simplement, sans qu'on puisse échanger, sans qu'on puisse même expérimenter quelque chose, on trouve ça un peu dommage.

Anticiper la crise énergétique et la transition énergétique indispensable qu'on va devoir co-construire...

Là aussi, vos orientations, mais on y verra peut-être plus clair lors du budget, ne sont pas non plus très claires à nos yeux pour 2023.

Nous partageons votre point de vue sur ces compétences de l'État ou ces retraits de financement de l'État qui nous mettent parfois en difficulté. Sur les sorties du taux d'augmentation des dépenses qu'on ne peut pas maîtriser, évidemment, ça, on ne peut que les partager.

Et puis, sur les contrats de proximité qui vont s'ouvrir bientôt à nous, c'est un enjeu, là aussi, important pour nous.

Là, évidemment, on va avoir un espace de co-construction avec le Département qui nous semble très intéressant, mais la dimension durable de ces contrats de proximité, c'est un souhait qu'on peut formuler, doit être prégnante dans ces contrats.

Bien sûr, les collectivités ont l'autonomie de mener leur propre politique, mais nous, nous devons avoir la volonté que ces contrats de proximité prennent en compte, le plus possible, les enjeux environnementaux, et que toutes ces politiques soient le plus durables possible.

Si j'ai un souhait pour ces contrats de proximité, c'est qu'ils prennent cet enjeu de manière conséquente.

Et puis, enfin, sur la crise sociale qui arrive, on le sait, là aussi, avec l'inflation qui met déjà beaucoup de familles en difficulté...

On espère tous, on croise les doigts pour que l'hiver soit doux et que la crise ne s'intensifie pas, mais l'inflation, qui n'a pas fini de nous en faire voir, je crois...

Les salaires, évidemment...

Et je comprends les chefs d'entreprise, parfois, qui ne peuvent pas suivre le cours de l'inflation, qui devrait se poursuivre.

On risque d'avoir une conjoncture d'événements qui mette en grande, grande difficulté les différents participants, les citoyens, les entreprises en Charente-Maritime.

Et là aussi, les quelques mesures qu'on vous propose au niveau social, par exemple l'introduction d'un tarif social pour les collèges, ne sont pas prises en compte.

On le regrette.

Là aussi, je crois qu'on pourrait facilement faire ne serait-ce qu'une expérimentation sur un ou deux collèges, voir si c'est possible, tout simplement, avec des collèges volontaires, parce qu'on en est conscients aussi, ça engendre beaucoup plus de travail pour les personnels des collèges, en particulier pour les personnels financiers qui pourraient avoir à construire cela.

Mais on pense que ça vaut le coup, au moins, de le tenter.

Nous étions, encore une fois, hier soir, à un conseil d'administration dans un collège où les augmentations, pour les gestionnaires de tarifs sur les denrées alimentaires, les mettent en difficulté, et où on va avoir, je crois, bientôt, des établissements qui seront dans l'incapacité de produire des menus au tarif que nous encadrons, assez fermement, et des familles qui, de l'autre côté, ne pourront pas payer plus.

Donc, inévitablement, nous allons devoir rallonger les budgets en interne dans les établissements liés, entre autres, à l'alimentation scolaire.

Et pour ne pas que ça rejaillisse, encore une fois, sur les familles, nous devons bien trouver des solutions.

Et je crois que nous ne pourrons pas...

Parce que, certes, nous avons certaines aisances financières au niveau de notre département, et c'est tant mieux, mais nous ne pourrons pas sans cesse augmenter, mettre des rallonges sur les collèges, sur ce secteur et sur d'autres, et à un moment, il faudra trouver d'autres modèles de financement de ces services.

Voilà, on espère pouvoir voir émerger un certain nombre d'avancées pour le budget que nous aurons à voter à la prochaine session de décembre.

Merci.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, M. Barusseau.

Concernant la politique de l'eau telle que je l'ai annoncée lundi dernier et précédemment, évidemment, cette politique sera co-construite, et nous aurons l'occasion, justement, d'y travailler à la CP du mois de novembre, le mois prochain.

Mme Imbert.

Corinne Imbert, rapporteur général du budget.

-Il ne faut pas que je touche.

Pardon.

Excusez-moi.

Merci, Mme la présidente.

Sur les centres de santé, on ne sera jamais d'accord, avec Fabrice, mais ce n'est pas grave, je l'écoute quand même toujours attentivement.

Pour lui dire aussi qu'en tant que sénatrice membre de la Commission des affaires sociales, j'ai eu l'occasion d'aller voir ce qui se passait en Suède, il y a juste un mois, où on a un système de santé publique porté par les régions.

Il y a l'État, les régions, les communes.

Ce n'est pas top non plus.

Ils se sont mis, il y a dix ans, des objectifs pour la prise en charge des Suédois et des Suédoises, et depuis qu'ils ont pris ces objectifs, en termes de délais de prise en charge, quand je suis malade, j'appelle, je n'ai pas forcément un médecin, je vois le médecin trois jours après, si j'ai besoin de voir un spécialiste, c'est trois mois après, et pour une intervention, c'est encore 90 jours après.

Ces objectifs, ils ne les tiennent pas.

Tout est en train de s'effondrer, là-bas, avec une inflation qui est comme chez nous, une démographie vieillissante comme chez nous, et en plus, comme c'est porté par les régions, collectivités, tenues à un équilibre budgétaire, ils ne peuvent pas être déficitaires, un niveau d'impôts très élevé.

Voilà aussi une réalité que j'ai pu observer il y a à peu près un mois.

Le plan santé, il n'est sûrement pas parfait, il n'a peut-être pas la prétention de tout régler.

Mais si on n'avait rien fait, on a des médecins qui ne se seraient pas installés en Charente-Maritime, et on a un solde positif depuis que nous l'avons mis en place.

Vous verrez, en commission permanente, peut-être pas là, mais le mois prochain, vous voterez un certain nombre de décisions avec un avis favorable du groupe santé qui ont été étudiées la semaine dernière, en termes de bourses, en termes d'installation.

Juste un mot sur la quatrième année d'internat de médecine générale.

Il y a 44 spécialités en médecine, il y en a 43 dont l'internat dure quatre ans.

Il y en avait une, la médecine générale, qui durait trois ans.

Il y a quelques mois, les internes en médecine générale reconnaissaient qu'ils savaient qu'ils allaient passer à quatre années, souhaitant aussi une année de professionnalisation pour mieux appréhender l'installation. Parce que l'installation leur fait peur, etc.

Évidemment, pour des postures un peu politiciennes, maintenant, ils ne sont pas contents.

Mais je les ai auditionnés, les internes.

Je les ai tellement bien auditionnés qu'à la fin de l'audition, ils m'ont dit : "Mais en fait, ce qu'on aurait voulu, c'est une troisième année en autonomie, en ambulatoire, et supervisée."

C'est ce que le Sénat avait proposé à la quasi-unanimité il y a trois ans.

C'est ce que la ministre n'avait pas voulu, parce que ça enlevait quelques internes à l'hôpital.

Mais la réalité est là, et on aura perdu cinq ans en tout.

À un moment donné, je peux tout entendre, il y a juste un problème : nous sommes face à une démographie générale vieillissante et nous sommes face à une démographie médicale qui s'effondre.

Donc, il faut apporter des réponses à nos concitoyens.

Les problèmes sont en ville et à la campagne.

85 % du territoire national est concerné, et vous le savez.

Il y aura un avantage, c'est que ces jeunes gens, une fois leur troisième année terminée, soutiendront leur thèse.

Ils n'auront plus besoin de s'en préoccuper.

Parce que quand on fait des remplacements, qu'on a sa thèse à passer, on repousse l'échéance, et parfois, on demande une dérogation au doyen.

Là, ils seront docteurs juniors, ils exerceront en tant que tels, et il y aura une reconnaissance de leurs connaissances, de leur engagement, tout à fait justifiée.

Et je crois qu'il faut...

Et l'idée a interpellé le gouvernement, qui l'a introduite dans la loi de financement de la Sécurité sociale.

De toute façon, on ne peut plus être spectateurs et regarder ce qui se passe à ce niveau-là.

Et puis, enfin, mon cher collègue, et je reviens au département, vous savez qu'on a pris en compte les centres de santé, puisqu'on les soutient, en fonctionnement, pendant trois ans.

C'est une réalité.

Quant au salariat, aujourd'hui, les jeunes médecins, pour un certain nombre, veulent un exercice mixte, mais pas salarié dans un centre de santé publique et libéral le reste du temps, un peu à l'hôpital et un peu en ville, et ça, je veux bien le croire, c'est un modèle qui a évolué et qu'on ne voyait pas il y a quelques années.

Les centres de santé seront toujours les bienvenus en Charente-Maritime. Vous le savez, il y a deux projets en cours, et si ces projets voient le jour, le Conseil départemental les soutiendra dans le cadre de son plan santé.

Voilà, je vous remercie.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, Mme Imbert.

M. Barusseau voulait...

Fabrice Barusseau, conseiller départemental.

-Juste une précision très courte.

Ma position, ce n'est pas d'être contre la quatrième année d'internat.

Évidemment que c'est bien que les médecins généralistes fassent une quatrième année d'internat.

Mais compter sur cette quatrième année d'internat pour solutionner le problème, c'est là où je ne suis pas tout à fait en accord avec la position que j'ai entendue devant ma petite télé, parce que je vous écoute toujours attentivement, Mme la sénatrice, lorsque vous avez évoqué ce problème.

Et puis, j'ai un autre exemple.

Je fais attention à mon bilan carbone, je ne vais pas en Suède, mais en Saône-et-Loire, il y a...

Non, c'était trop facile.

Corinne Imbert, rapporteur général du budget.

-C'était mon premier voyage depuis huit ans.

Fabrice Barusseau, conseiller départemental.

-Je l'admets volontiers.

En Saône-et-Loire, beaucoup plus proche que la Suède, on a un modèle.

Je crois que c'est véritablement un modèle.

Il n'est pas parfait, mais quand même, c'est une politique que la Saône-et-Loire a menée depuis plusieurs années.

On la regarde attentivement.

C'est un centre de santé départemental décliné avec plusieurs antennes dans ce département, c'est 80 médecins embauchés par ce centre de santé.

On a regardé un petit peu, parce qu'on s'intéresse de près au sujet,

c'est l'équivalent, en reste à charge, au département, c'est l'équivalent

de notre plan santé : à peu près 1 million d'euros pour un département à peu près équivalent, 500 000 habitants.

Donc, on a des modèles, en proximité, où c'est possible.

La Saône-et-Loire, ce n'est pas un département de gauchistes non plus. Comme quoi !

Eh oui, justement, comme quoi !

Et en Charente-Maritime également, je crois qu'on pourrait, peut-être pas mener une expérimentation, parce que ça ne s'appelle plus "expérimentation" à ce niveau-là, d'un centre de santé départemental de 80 médecins, mais on pourrait peut-être essayer sur une plus petite échelle.

Mais il existe aussi des modèles, Mme la sénatrice, qui fonctionnent, en proximité.

On peut toujours prendre les contre-exemples qui posent problème.

Je ne connais pas aussi bien que vous le modèle suédois, mais je connais bien le modèle de Saône-et-Loire.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Mme Imbert demande la parole, sur ce long feuilleton qui traverse les années.

Corinne Imbert, rapporteur général du budget.

-Oui, et c'est important, parce que le sujet de la santé préoccupe tous les Charentais-Maritimes, et j'allais dire, au-delà de la Charente-Maritime, tous nos concitoyens.

Juste, et je m'arrêterai là, parce qu'on pourrait continuer la joute de ping-pong longtemps, mais je lisais un article qui date de l'année dernière, j'avais dû y faire allusion lors d'une autre intervention, effectivement, le département de Saône-et-Loire est regardé.

Il est tellement bien regardé que je crois, et c'est le président du Département qui le disait, il a dû avoir, l'année dernière, au moment où il s'exprimait dans l'article, l'année dernière, entre 30 et 35 visites d'autres départements ou de collectivités qui sont venus voir ce qui se passait.

Il y en a deux qui sont partis vers un dispositif de centre de santé départemental.

Il y a des modèles.

C'est le choix du département de la Saône-et-Loire.

Nous sommes partis sur un modèle plus mixte.

On ne ferme pas la porte aux centres de santé, mais on est...

Et puis, je vais vous dire, le Département est aussi présent en proximité.

Certes, pour une population plus...

J'allais dire plus ciblée, mais nous avons les médecins de PMI qui assurent des consultations au plus près du territoire, qui voient des femmes enceintes, qui voient des enfants et jusqu'à l'âge de six ans, et c'est aussi déjà une bonne réponse.

Mais on voit aussi les difficultés qu'on a à recruter des médecins PMI, comme la MDPH a aussi des difficultés à recruter des médecins salariés, au point de transformer deux postes en postes d'infirmières.

Ce n'est pas si simple que ça.

Allez, je m'arrête là.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, Mme Imbert.

Vous citez des salariats qui fonctionnent bien, c'est normal, mais on a aussi des contre-exemples, et notamment à nos portes, en Charente, où M. le président du Conseil départemental regrette amèrement cette prise en charge, par le Département, des médecins salariés.

M. Soubeste a demandé la parole, puis David Baudon.

Jean-Marc Soubeste, conseiller départemental.

-Mme la présidente, chers collègues, je ne vais pas non plus vous refaire l'intervention de lundi, mais juste, pour participer à ce débat d'orientation budgétaire, vous rappeler quelles sont nos positions. D'abord, dire que ce débat est compliqué à avoir, compte tenu de l'incertitude qu'on a sur l'année 2023, compte tenu, aussi, à la fois du désengagement de l'État, d'un point de vue financier, sur beaucoup de domaines, et, en plus, de la pression que met le gouvernement sur les collectivités locales, avec ce nouveau contrat de Cahors qui semble devoir être mis en place sous une forme un petit peu différente, mais qui sera certainement impactant pour nos dépenses de fonctionnement. Pour nous, quand même, le constat qu'on peut faire, c'est qu'on va devoir faire avec moins.

Vous le disiez, le risque sur l'autofinancement, et d'une baisse de l'autofinancement, est quand même considérable.

Et on va devoir faire davantage.

D'avantage pour lutter contre la précarité, davantage pour demain, aujourd'hui, ça aurait été même bien hier, accélérer nos politiques de transition écologique, que ce soit sur l'eau, sur l'énergie, et il y a bien d'autres sujets.

Et pour nous, il y a deux éléments qui sont importants.

Il y a, d'une part, être en capacité de mettre à plat toutes nos politiques publiques, toutes nos stratégies d'investissement.

On est à un moment de basculement, et je pense qu'il est important, notamment dans chaque commission, qu'on puisse faire un état des lieux de nos politiques d'investissement, voire nos fonctionnements, pour voir si on peut changer de cap sur certains aspects, dans certains domaines.

Je pense à des grandes politiques d'investissement sur la voirie, sur les ports et les aéroports, etc.

Il y a plein de choses qu'on peut remettre à plat, qui sont liées à des ambitions ou à des stratégies qui datent déjà d'il y a plusieurs dizaines d'années.

Et puis, bien sûr, et je fais court, se donner des priorités.

On les a, je crois, définies ici.

On est assez d'accord sur ces priorités, mais pour notre part, ces priorités doivent avoir, vraiment, une visibilité financière, et pas sur dix ans, mais sur des délais qui sont bien moins longs.

Bien sûr, on a évoqué, tous, ici, une politique énergétique d'efficacité énergétique, d'isolement des bâtiments publics, notamment dans les collèges.

Moi, par exemple, je suis élu sur un canton où il y a un collège qui est une passoire thermique, à la fois par les façades et par la toiture.

C'est le collège Camus, qui pourrait accueillir beaucoup plus de collégiens, mais qui, aujourd'hui, est dans une situation assez déplorable d'un point de vue énergétique.

Et il y en a quelques autres comme ça sur notre département.

Et je pense qu'on doit vraiment, dans les deux, trois années qui viennent, prioriser ces passoires thermiques pour avoir une réhabilitation totale, la seule qui permette véritablement une sobriété. Bien évidemment, les politiques de mobilité.

On a aujourd'hui une recrudescence des accidents de la route, notamment pour les cyclistes, après une année 2021 qui était plutôt une année de diminution.

Aujourd'hui, 2022, on se retrouve dans la partie haute de l'accidentologie routière, et en particulier sur les cyclistes.

Donc, là aussi, à la fois pour changer les mobilités en milieu rural à proximité des grandes agglomérations, mais aussi pour sécuriser, que ce soit les déplacements à vélo touristiques ou ceux des collégiens, on doit avoir...

On a mis 12 millions d'euros d'AP, c'est bien, mais là encore, la réalisation doit être plus rapide, et on veillera, bien sûr, à ce que les routes départementales qui sont réaménagées soient équipées de voies cyclables sécurisées.

Et après, bien sûr, il y a d'autres politiques.

Je ne vais pas revenir sur ce qu'a dit Fabrice Barusseau sur les collèges, sur les aides aux associations, qui sont nécessaires.

Marylise Fleuret-Pagnoux a évoqué les centres sociaux lundi.

Il y en a trois dans mon canton.

Ils ont fait, tous les trois, un diagnostic territorial, et je peux vous assurer qu'à la lecture de ce diagnostic territorial, il est de notre devoir, véritablement, de s'investir à leurs côtés, parce que le Covid, plus, aujourd'hui, la précarité énergétique, font des dégâts considérables sur nos territoires.

Je ne vais pas être plus long, vous avez compris l'esprit de ma participation.

Merci.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, M. Soubeste.

David Baudon a demandé la parole.

David Baudon, conseiller départemental.

-Oui, Mme la présidente.

Débat d'orientation de présence médicale, débat d'orientation budgétaire...

Pour la première, je serais tenté de dire que, bien évidemment, nous récoltons 30 ans d'erreurs des gouvernements successifs à définir des orientations et des choix qui n'étaient pas les bons.

En tant qu'élus locaux, nous vivons, depuis maintenant quelques années, je dirais deux principalement, des choses invraisemblables.

Jusqu'alors, quand les citoyens venaient solliciter un rendez-vous auprès du maire ou du conseiller départemental, c'était bien pour autre chose que de l'aider à trouver un dermatologue, un gynécologue, un pédiatre. C'est invraisemblable, cette situation.

Mais c'est quand même, il faut le dire en toute humilité, 30 ans d'erreurs des gouvernements cumulés et des hauts fonctionnaires qui ont présidé à la destinée de ces décisions.

Je pense qu'il est urgent de prendre un autre chemin, et sans doute, nous, élus locaux, pouvons-nous entrevoir des solutions plus locales, en créant les conditions d'assise, en réunissant les gens qui savent, et puis, peut-être, en essayant d'aider nos concitoyens, parce que franchement, là, je vous dis, c'est du jamais-vu.

Qu'on vienne me rencontrer et qu'on sollicite des rendez-vous pour trouver un pédiatre, un gynécologue, un dermatologue, franchement...

Et je suis un élu du Nord, donc jusqu'alors pas confronté aux difficultés de désertification médicale, mais c'est un fait, et je suis très inquiet.

Et si nous pouvons mener, nous, humblement, une action, menons-la.

Du moins, je suis candidat pour participer à aider.

Pour ce qui concerne le débat d'orientation budgétaire, Mme la présidente, par essence, s'enrichit de nos différences d'appréciation participe à l'essence même d'un débat d'orientation budgétaire.

Mme la rapporteur, ou rapporteure, du budget, nous a fait état de ce qu'il fallait appréhender comme données, et je ne suis pas loin de partager l'intégralité de ce qui vient d'être évoqué.

Nous allons être confrontés à deux phénomènes assez inédits.

Dans le passé, on pouvait être amenés à être confrontés à des problèmes structurels, et puis, une autre année, à des problèmes conjoncturels.

Les amis, là, pendant plusieurs années, me semble-t-il, on va être amenés à devoir trouver des solutions à des phénomènes à la fois conjoncturels

et structurels, dans un contexte où, sans vouloir faire trop de technique, on va être, nous, Départements, ça a été dit mille fois, je le redis quand même...

Comme on n'a plus d'autonomie fiscale, on vit de ce que l'État veut bien nous donner.

Et puis, la deuxième principale ressource, on se l'est dit 1 500 fois, c'est les droits de mutation, qui sont une recette, par essence, volatile.

Dans ces conditions-là, pour ce qui concerne le groupe pour qui je prends la parole ce matin, nous souhaitons simplement verser au débat le fait que si nous partageons toutes vos orientations et vos priorités, deux options s'offraient pour bâtir ce débat d'orientation budgétaire : l'optimisme de la volonté, c'est ce que vous avez choisi, et pour ce qui nous concerne, on aurait plutôt choisi le pessimisme de la lucidité.

Pourquoi ?

Parce qu'on aurait simplement pris la mesure des observatoires qu'il peut y avoir sur le plan national sur, effectivement, des instruments de mesure pour quantifier le volume de crédits offerts aux concitoyens pour pouvoir porter l'acquisition de leur résidence principale, mais aussi prendre la mesure de ce que disent d'autres observatoires concernant le report sine die, par les promoteurs, d'un certain nombre d'opérations dans le contexte.

Donc, plutôt que de bâtir le budget sur un niveau de recettes de 201 millions d'euros de droits de mutation, on aurait préféré le voir construit sur la base de 170 millions d'euros, qui correspondait, effectivement, au volume des 35 % de prêts qui n'ont pas été consentis cette année, dynamique qui a vocation, malheureusement, à se durcir avec une augmentation, tous les mois, des taux d'intérêt.

Voilà, en substance, la contribution du groupe Rassembler et Agir pour la Charente-Maritime.

Merci.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, M. Baudon.

Les estimations, au niveau national, se situent à peu près à 10 %, et en fait, on a bâti cette orientation budgétaire en deçà, donc je pense qu'on a été prudents.

En tout cas, le mélange des deux, entre l'optimisme et la lucidité, s'appelle la prudence, et je pense qu'on est d'accord pour bâtir un budget qui tienne compte de toutes ces données.

Encore une fois, je partage votre avis sur le fait qu'on doit évidemment être réactifs.

Encore une fois, on ne sait pas de quoi demain sera fait, malheureusement.

Je partage votre avis sur le fait que le gouvernement nous confie énormément de responsabilités.

On doit être au fait de la réalité et aux frais du gouvernement.

Seulement, voilà, je compte évidemment sur vous tous pour aller dans le même sens.

M. Lionel Pacaud va peut-être nous proposer une synthèse de tout ce qui a été dit.

Lionel Pacaud, conseiller départemental.

-Si j'avais commencé le premier, ça serait une introduction.

Une question rapide et une remarque, et comme mes collègues, je vais prolonger ce qu'on s'est dit lundi, mais sans en faire trop.

Question rapide sur les coûts d'énergie : il est indiqué, dans le rapport, 20 à 30 % sur le prix de l'électricité et du gaz, vous pouvez me le confirmer ?

Parce qu'on voit passer des montants bien supérieurs.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Pardon ?

Lionel Pacaud, conseiller départemental.

-Page 266.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-En fait, ça dépend des contrats.

Je ne peux pas vous répondre comme ça.

Un conseiller départemental.

-Sur l'UGAP, pour l'instant, on a ça.

Lionel Pacaud, conseiller départemental.

-C'est ce qu'on a sur l'UGAP ?

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Cependant, Mme la Première ministre, qui a été interrogée par les Départements, nous a laissé entrevoir, peut-être, l'activation du bouclier tarifaire, donc on espère.

Lionel Pacaud, conseiller départemental.

-Elle a parlé d'un filet de sécurité.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Et d'un bouclier lorsque j'y étais.

Lionel Pacaud, conseiller départemental.

-On verra si le bouclier est solide.

En tout cas, c'était dans le même esprit que ce qu'a dit David.

Ça m'inquiétait, bien sûr.

Au regard de tous les budgets co-construits dans nos collectivités, nous sommes assez inquiets sur les dépenses énergétiques.

Pour prolonger, mais très rapidement, ce que je vous ai dit lundi, je crois que sur ce qui est proposé dans le DOB, on ne peut être que d'accord sur les objectifs et sur le constat.

Après, c'est la réponse.

Sur la réponse et sur les réponses apportées, je pense que si on veut plus d'efficacité dans nos dispositifs, je maintiens l'idée qu'il faut que nous puissions avancer sur un projet co-construit avec les groupes et avec les services pour revoir notre fonctionnement.

On le voit en commission régulièrement, les dispositifs, les différents règlements qui sont proposés, je pense qu'il va falloir les dépoussiérer un petit peu, au regard des ambitions que l'on s'est fixées.

On a de gros défis face à nous, climatiques, environnementaux, sociaux, et il nous faut une vision stratégique à moyen terme pour pouvoir porter ce projet.

J'insiste sur l'idée de ce projet co-construit, et ce n'est pas une commission, c'est plus une vision stratégique à moyen terme qu'il faudra avoir, et ça, ça ne peut être travaillé que sur le long terme.

Les enjeux de défi climatique, ça ne peut que se travailler.

C'est une course de fond, ce n'est pas un sprint.

C'est un travail qui nécessitera des points importants, et ça me paraît très fort.

Et on l'a vu également sur différents groupes, la transversalité des actions que l'on a sur les questions de transition énergétique, comme sur les questions de jeunesse, par exemple, où si on veut avancer, il nous faudra nous mettre en ordre de bataille et avoir un projet, et derrière un projet, il y a une organisation technique qui évolue forcément en fonction.

Je renouvelle ma proposition que l'on puisse travailler ensemble, et c'est une proposition, ce n'est surtout pas une opposition, pour que l'on puisse proposer un nouveau projet de type Charente-Maritime 2030.

Merci, Mme la présidente.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci.

J'en conclus que vous rejoignez la majorité départementale, je vous remercie.

Par ailleurs, les objectifs, je les ai fixés lors de mon propos introductif, lundi.

La stratégie est au point, elle se travaille en commission.

Je vous remercie.

Y a-t-il d'autres interventions ?

M. Libelli.

Patrice Libelli, conseiller départemental.

-Pour apporter une petite réponse à M. Pacaud qui, a priori, avait posé la question de savoir où on en était du point de vue des augmentations du gaz et de l'électricité par rapport à ce qu'on a connu, par exemple, en 2021.

Nous, à Vaux, on a fait une petite enquête, on avait 200 000 euros, l'année dernière, de gaz et d'électricité, et on avait prévu un budget de 250 000 euros pour l'année 2023, et on en était à 260 000 en septembre, et donc on va arriver à 300 000 euros, peut-être un peu plus, à la fin de l'année, donc une augmentation de 50 % par rapport à l'année 2021.

On attend la suite, au niveau du bouclier ou autre, mais à l'heure actuelle, on en est à 50 % d'augmentation sur le gaz et l'électricité.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Nous allons donc soumettre au vote ce...

Corinne Imbert, rapporteur général du budget.

-Non, on prend acte du débat.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Non, c'est un vote.

Corinne Imbert, rapporteur général du budget.

-Non, non, non.

On prend acte du débat.

Tu prends acte du débat.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Donc nous prenons acte du débat.

Voilà.

Pas d'autres interventions ?

Bon...

Non, en fait, je vais peut-être repasser la parole à Véronique Richez-Lerouge, pour la motion.

Un conseiller départemental.

-Elle va mettre son grain de sel.

Véronique Richez-Lerouge, conseillère départementale.

-Oui, voilà, le Département met à nouveau son grain de sel.

Je propose, chers collègues, de signer cette motion, qui a eu quelques ajustements, par la troisième commission, de forme, le fond n'étant pas changé.

Je pense que vous avez tous pris connaissance du texte.

Je rappelle l'importance politique...

Alors, bien sûr, certains diront que le poids d'un Département face à la Commission européenne, évidemment, est disproportionné, mais en même temps, c'est ça, justement, la politique : c'est d'aller sur des terrains difficiles, d'être aux côtés de nos sauniers, des paludiers, puisque c'est toute la côte atlantique qui est concernée.

Et je dirais, plus largement, c'est aussi une posture, une manière de dire que nos labels sont importants, que les labels, c'est justement le poids de l'État, c'est le poids politique pour dire stop à des pratiques commerciales et à la jungle économique, parce que dans ce cas-là, si on détricote les labels...

Je rappelle que c'est la France qui a inventé les labels au début du XXe siècle.

Ensuite, l'Europe, en 1992, a calqué le système communautaire sur le système administratif et juridique français, qui était extrêmement bien fait et qui avait pour objectif de protéger des filières artisanales semi-industrielles, mais de protéger des savoir-faire et un héritage. Évidemment, si aujourd'hui, les lobbyistes et l'économie deviennent les donneurs d'ordre, ça ne sert plus à rien de faire des labels, autant arrêter tout de suite et laisser les marques et la jungle commerciale opérer.

Le poids politique d'un Département, c'est important, et j'invite d'ailleurs les autres Départements concernés à faire de même.

Et j'invite aussi, suite à cette motion, si vous voulez bien la signer, à l'envoyer à la Commission européenne pour montrer que la Charente-Maritime est active aux côtés de ses sauniers.

Voilà ce que je voulais dire.

Sylvie Marcilly, présidente du Conseil départemental.

-Merci, Mme Richez-Lerouge.

Ce rapport clôture cette session.

Je vous remercie, en tout cas, de l'avoir présenté.

Nous allons, après une courte interruption de cinq minutes, aborder les rapports qui seront présentés dans le cadre de la commission permanente. Mesdames et messieurs, merci.